

irréversible le processus de réforme économique dans ce pays et de permettre aux institutions financières internationales d'apporter leur assistance. La conférence examinera ainsi les fondements économiques essentiels sur lesquels doit reposer la stabilité à long terme de l'Europe centrale. À divers titres, nous nous appuyons sur le dynamisme économique extraordinaire de la région Asie-Pacifique pour établir la structure d'une future coopération sur le plan de la sécurité. La création du forum régional de l'ANASE [Association des nations de l'Asie du Sud-Est] l'a bien montré, la stabilité ne pourra durer dans le Pacifique que si les économies de la région demeurent stables et que si l'on met en place un cadre de sécurité pour assurer des relations pacifiques entre les États, question sur laquelle je reviendrai plus tard.

Tous ces efforts déployés pour instaurer un régime international fort ont pour condition nécessaire le renforcement des institutions et organisations qui constituent notre système de gouvernement mondial. Ce sont les moyens d'arriver à nos fins. Malheureusement, la coordination entre eux est faible, et cette faiblesse nuit parfois à la rapidité et à la qualité des réactions de la communauté internationale aux crises. L'une des premières tâches à accomplir pour la sécurité économique, particulièrement à la veille du 50^e anniversaire de l'ONU et de ses organismes, c'est de réviser les institutions de Bretton Woods de façon à permettre aux gouvernements et aux organisations internationales d'adopter une vision plus cohérente d'un régime mondial de plus en plus intégré des échanges et des paiements.

L'idée d'évaluer l'efficacité des institutions économiques internationales a été l'un des principaux sujets de discussion des dirigeants du G-7 [Groupe des sept pays les plus industrialisés] à Naples. Elle va demeurer l'un des thèmes clés de l'action du Canada en prévision du sommet de Halifax. Il faut examiner ces institutions dans leur ensemble : comment elles fonctionnent, comment elles sont financées et ce que devrait être leurs nouveaux mandats dans un monde qui s'internationalise et où la souveraineté nationale perd de l'importance. Il faut se pencher sur les principaux liens entre l'aide au développement, les échanges commerciaux et les investissements. Il faut veiller à ce que les nouveaux enjeux critiques, comme les migrations massives et la population, obtiennent la priorité et l'attention qu'ils méritent, tout en prenant des décisions fermes sur les institutions dont le mandat est caduc à un moment où les gouvernements, dans toutes les régions du monde, voient leurs ressources diminuer.

C'est certainement le cas dans la région Asie-Pacifique. Le Canada s'intéresse à la sécurité dans cette région parce qu'il croit que la stabilité de l'Asie-Pacifique sert d'importants intérêts canadiens, notamment économiques et commerciaux. Nous ne sous-estimons pas non plus les effets de vague qui peuvent propager l'insécurité d'une région à une autre, particulièrement